

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



28 janvier 2019

Acte 12 samedi, et acte 12 bis mardi 5 février :

Tous ensemble, contre Macron et nos patrons !

Décidément rien ne marche pour faire rentrer les Gilets jaunes dans le rang. Après la série de petits meetings de Macron pour vendre son programme avec des airs de campagne électorale, ses partisans ont tenté une opération « Foulards rouges » en scandant des slogans en soutien à la police et pour le rétablissement de « l'ordre républicain ». Pas de quoi changer la donne. Entre-temps, Macron discutait vente d'armements en Égypte avec le dictateur Al Sissi. Tout un programme ! Reste le « grand débat » dans lequel Macron a entraîné des maires, des politiciens de gauche ou de droite comme Wauquiez, mais pas de Gilets jaunes, tenus à l'écart des réunions par les policiers et pas dupes de la manœuvre.

Les Gilets jaunes ne lâchent pas l'affaire

Le mouvement des Gilets jaunes tient le coup et s'est même ancré dans le paysage au rythme des manifestations du samedi, puisque le gouvernement n'a rien lâché sur les revendications. Alors qu'ils luttent contre la vie chère, les bas salaires et la galère quotidienne, Macron et Édouard Philippe se paient le ridicule de proposer comme issue potentielle du « débat » l'aménagement de la limitation à 80 km/h sur les routes départementales...

Mais les Gilets jaunes se battent pour leur avenir, pour vivre et ne plus survivre. Des dizaines de milliers de personnes sont déterminées à tenir face au gouvernement en manifestant le week-end. Sans compter la majorité de la population, selon les sondages, qui soutient la lutte des Gilets jaunes sans encore descendre dans la rue.

Pour tenter d'affaiblir le mouvement, le gouvernement cherche à faire peur en envoyant la police tirer au flash-ball sur les manifestants, avec les blessures graves qui s'ensuivent.

Mais malgré les manœuvres d'intimidation, la loi liberticide dite « anti-casseurs » de Castaner, le bras de fer contre Macron se poursuit.

Le week-end des 26 et 27 janvier, dans la petite ville de Commercy, dans la Meuse, des Gilets jaunes d'une centaine de villes se sont réunis en une « Assemblée des assemblées » pour un grand débat sur leurs propres revendications et leurs perspectives. L'initiative devrait avoir une suite. D'autant qu'elle se fait l'écho de l'appel à étendre la mobilisation aux entreprises dans la première semaine de février.

Préparons le 5 février dans les entreprises

Les syndicats CGT et Solidaires appellent à faire grève et à manifester le 5 février. Certains groupes de Gilets jaunes ont répondu à l'appel et ont eux aussi lancé le mot d'ordre de grève, et pourquoi pas, de grève illimitée. Après l'acte 12 de samedi prochain, il y aura donc un acte 12 bis, le mardi suivant.

Cette journée de grève est l'occasion de lancer la lutte des Gilets jaunes sur les lieux de travail.

Depuis le début, des travailleurs et certains militants syndicaux cherchent comment se joindre au mouvement, car ils se sentent solidaires de sa détermination et de ses revendications. De l'autre côté, ceux qui ont pris l'habitude d'aller sur les ronds-points ou de manifester le samedi pourraient enfilez, en semaine, le gilet jaune avec leurs collègues.

Pour l'augmentation des salaires, mais aussi pour toutes les revendications du monde du travail. Passer à la grève dans les entreprises permettra d'accentuer la pression sur le patronat qui s'enrichit de notre travail.

Pour réussir ce 5 février et passer enfin à l'offensive, il faudra préparer cette mobilisation à la base. Les Gilets jaunes n'ont pas attendu de directives venues d'en haut pour se mettre en mouvement. Leur détermination a semé la panique au gouvernement. C'est le moment, avec eux, tous ensemble, de se faire sérieusement craindre du grand patronat

Et notre sentence est irrévocable

La direction ne sait plus quoi inventer pour tenter de passer pour une start-up. Après nous avoir cloîtré dans ses flex-office voici que sur une semaine entière elle organise une journée mondiale du « Koh-Lab ». Sans doute un jeu de mot pourri pour collaborateur ? Oh bien sûr ces conférences sur office 365 ou autre pseudo jeux devront être pris sur nos pauses ou l'heure de déjeuner nous dit-elle. Et puis quoi encore ? Manquerait plus que Denis Brogniart pour compléter le tableau. Pas de temps à perdre avec ces simagrées : totem d'immunité ou pas éliminons direct' la direction.

Le feuilleton Carlos Ghosn continue

Plus l'enquête sur Carlos Ghosn avance, plus la pelote se déroule ! *Médiapart* a ainsi dévoilé que RNBV, le holding hollandais créé par Ghosn pour gérer l'Alliance Renault-Nissan, a servi à financer Alain Bauer, intermédiaire très connu entre les milieux d'affaires et la classe politique, et particulièrement Nicolas Sarkozy... qui après 2011 voulait se débarrasser de Ghosn ! Ces missions rémunérées 280 000 euros par an concernaient la « *sécurité du groupe* » et la mise en place d'un « *dispositif éthique Groupe* ». Visiblement, le dispositif est à revisiter.

The Vigilant

Carlos Ghosn doit avoir de quoi méditer sur l'amitié. À l'exception de la justice japonaise, tout le monde l'a lâché ! La palme de l'hypocrisie revient sans conteste au ministre de l'Économie Bruno Le Maire qui, après avoir loué sur tous les tons le patron de Renault et défendu pendant des semaines sa « *présomption d'innocence* », a fini par annoncer en personne la démission de Ghosn, puis annoncé qu'il ferait preuve d'une « *grande vigilance* » au sujet du plafonnement de ses indemnités de départ. Dommage qu'il n'ait pas appliqué cette vigilance quand Ghosn fraudait le fisc français avec sa complicité !

La force des travailleurs, c'est la grève

Jeudi dernier, 4000 salariés sur les 13 000 que compte l'usine Audi de Győr en Hongrie ont débrayé. Ils entament une grève reconductible d'une semaine pour obtenir 18 % d'augmentation tout de suite. La grève a encore pris de l'ampleur ce week-end où 300 salariés ont rejoint le mouvement. Avec sa politique de flux tendu, la direction d'Audi se retrouve sans moteur pour monter ses voitures en Allemagne.

Les salariés ont décidé d'utiliser leur arme, la grève, car sans eux les patrons ne peuvent rien produire. Audi qui appartient au groupe Volkswagen, est plein aux as. Ils ont largement de quoi répondre aux exigences des ouvriers hongrois qui font partis des ouvriers les moins bien payés d'Europe

Macron appelle au secours... Cyril Hanouna !

Le gouvernement continue son cinéma avec le grand débat national. Personne n'est dupe, alors Macron multiplie les opérations démagogiques jusqu'à envoyer sa secrétaire d'État à l'égalité hommes-femmes chez Cyril Hanouna. animateur de « Touche pas à mon poste » sur C8, le présentateur vedette chez les ados est ciblé par de très nombreuses plaintes pour sexisme et homophobie. Mais il a une large audience et c'est ce qui manque à Macron.

De l'argent, il y en a...

Voilà un cercle qui rétrécit : selon le rapport de l'ONG Oxfam, les 26 milliardaires les plus riches de la planète possèdent autant de richesses que la moitié la plus pauvre de l'humanité. Un an avant, il fallait additionner la fortune de 43 d'entre eux pour arriver à ce niveau.

Et on va nous expliquer que les riches payent trop d'impôts, qu'il faut nous serrer la ceinture ou réduire les services publics pendant qu'on supprime l'ISF et allège l'impôt sur les revenus du capital !

Remède de cheval pour doper les profits

Le 23 janvier, le tribunal de grande instance de Paris jugeait quatre individus accusés de fraude alimentaire, dont Jacques Pujol, ancien directeur de la société Spanghero et son complice néerlandais Johannès Fasen : entre 2012 et 2013, les deux truands – Fasen, fraudeur récidiviste, avait déjà été condamné à 9 mois de prison – faisaient passer pour du bœuf de la viande de cheval moins chère qui se retrouvait ensuite dans des millions de plats cuisinés à l'insu des consommateurs. Combine fructueuse qui leur rapportait gros. D'après Europol et Interpol, 3 620 tonnes de produits alimentaires contrefaits ont été saisies en 4 mois dans 67 pays. Dans une société basée sur la course au profit, les affairistes véreux sont comme des poissons dans l'eau.

Le cinéma fiscal de Dany Boon

Il y a presque un an, l'acteur Dany Boon, en pleine promotion, avait pris soin de son image en mettant en avant son « patriotisme fiscal », assurant avoir refusé de créer une résidence fiscale au Luxembourg pour diminuer ses impôts.

Les récentes révélations de *Médiapart* ont montré qu'il n'en avait en effet pas besoin, disposant d'ores et déjà de résidences fiscales aux États-Unis et en Grande-Bretagne, et étant passé par les plus fameux paradis fiscaux tels les Bahamas.

Dany Boon se défend certes d'une quelconque activité « illégale » avec raison : toute cette « optimisation fiscale » est bel et bien encadrée et encouragée par une législation.